

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALGER-ORAN, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 35	100 10
3 0/0 amortiss. .	82 85	100 10
4 1/2 0/0 1883 .	109 35	100 10
Cons. anglais .	99 7/16	100 10
Italie .	98 05	100 10
Flor. autr. (or).	89 1/4	100 10
Esp. Extér. nouv.	51 1/4	100 10
Ch. Égyptien .	443 75	100 10
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 50	100 10
Banque ottomane	500	100 10

L'échéance du 31 DÉCEMBRE étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

Voir à la quatrième page la liste de nos nouvelles primes.

PARIS, 29 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de la justice.

M. Henri Brisson leur a confirmé qu'il avait pris la ferme résolution de se retirer, et il leur a fait connaître les motifs de sa détermination.

Les ministres se sont ensuite rendus à l'Élysée, où ils se sont réunis sous la présidence de M. Jules Grévy.

M. Henri Brisson a félicité, au nom de ses collègues et au sien, le président de la République. Il lui a exposé que le scrutin sur les crédits du Tong-King avait, sinon numériquement, du moins effectivement, mis le ministère en minorité et que, par l'analyse de la situation parlementaire, il avait acquis la conviction que le cabinet n'avait plus assez d'autorité, ni de garanties de stabilité pour présider à la direction des affaires du pays.

M. Grévy a fait valoir que le ministère avait obtenu toute la majorité possible et que le vote des crédits constituait un succès politique pour le cabinet en même temps qu'un succès personnel pour les ministres qui ont pris part au débat.

M. Brisson a répondu qu'il avait mûrement réfléchi, qu'il ne doutait nullement de la possibilité de se retirer, mais qu'il croyait devoir irrévocablement persister dans sa décision.

Le conseil s'est terminé à onze heures. Les ministres vont, comme d'habitude, continuer provisoirement l'expédition des affaires.

Le décret prononçant la clôture de la session extraordinaire va être lu aujourd'hui au Parlement.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. Plichon dit que, dans la dernière séance, au moment où il terminait la lecture de la déclaration faite au nom de la minorité conservatrice, on lui a reproché d'avoir fait partie du cabinet qui avait déclaré la guerre en 1870. Or, tout le monde sait que l'orateur était opposé à la guerre.

M. Plichon a répondu qu'il n'avait pas assisté au conseil où elle a été décidée, et s'il ne s'est pas retiré à ce moment, c'était pour ne pas donner tort à son pays en face de l'ennemi.

Il a prétendu encourir un préjudice personnel d'ailleurs ses concitoyens l'ont rélé en 1871 et n'ont cessé depuis lors de l'honorer de leur confiance. (Très bien ! à droite.)

Interruption. (On s'agit.) M. le président dit que ce n'est pas là une véritable rectification au procès-verbal : il ne l'a permise que par égard pour le caractère et la personne de M. Plichon.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

M. Dacot dit qu'il a voté contre les crédits du Tong-King ; c'est par suite d'une falsification qu'il a été porté comme s'étant abstenu.

M. Laguerre dit que le nom de M. Francotte est porté parmi ceux des membres qui ont voté les crédits. Or, M. Francotte est actuellement en route pour venir du Sénégal en France. Les votes antérieurs...

M. le président dit que la rectification au procès-verbal n'est que la rectification au procès-verbal, et non la rectification au procès-verbal.

LA PATRIE

dre. On n'a pas le droit d'imputer à la Chambre des faits dont l'origine est inconnue. (Très bien !)

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

La presse allemande trouve dans les élections complémentaires de dimanche dernier l'occasion de tomber sur les électeurs parisiens et sur la France en général, dans les termes les plus méprisants et les plus violents.

Un mouvement préfectoral, qui paraîtra au commencement de janvier, est en préparation au ministère de l'Intérieur.

Il s'agit de remplacer deux préfets dont l'un est mis en disponibilité et l'autre entre au ministère des travaux publics avec une position supérieure.

Grand mécontentement dans plusieurs ministères : d'anciens employés méritants sont mis à la retraite proportionnelle sans avoir atteint ni l'âge ni leurs trente ans de service, pour se voir préférer de jeunes recommandés sans aucuns titres, au contraire.

EXTÉRIEUR

Sofia, 29 décembre.

Le bruit court depuis deux jours que les Serbes, en se retirant de la région de Widin, saccageraient les villages.

Cette nouvelle est aujourd'hui confirmée.

Londres, 29 décembre.

On s'attend à un engagement sérieux sur le Nil aujourd'hui ou demain au plus tard : le général Stephenson va tenter d'enlever aux Soudanais les positions d'où ils menacent les troupes britanniques à Koshah et à Akashah.

On mande du Caire au Daily News : Le bruit court que les Arabes se trouvent entre Wady-Halfa et Korosko, et qu'ils incendient tout dans cette région.

Madrid, 28 décembre.

Le chargé d'affaires d'Espagne à Rome a notifié hier au cardinal J. Cobini l'acceptation par le gouvernement du protocole relatif à l'affaire des Carolines.

Le cardinal Jacobini lui a adressé ses félicitations au sujet de l'attitude du gouvernement espagnol.

INFORMATIONS

Le Conseil municipal de Paris se réunit aujourd'hui extraordinairement pour continuer l'examen et le vote du budget de la Ville en 1886.

On prévoit que cette séance ne suffira pas. En conséquence, le Conseil municipal tiendra de nouveau séance demain et après-demain, jusqu'à épuisement complet de son ordre du jour.

M. le baron de Courcel, ambassadeur de France à Berlin, est attendu à Paris aussitôt après les réceptions officielles du Jour de l'An.

Il est de plus en plus question, au quai d'Orsay, d'un envoi prochain en Corée d'un agent français.

Cet agent serait chargé de négocier un traité avec le gouvernement local.

Ce n'est pas trop tôt, car nous avons été devancés dans ce pays par l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et les États-Unis qui ont des agents officiellement accrédités à Seoul.

LES ÉLECTIONS DE LA SEINE

Le Temps n'est pas satisfait des résultats du scrutin de dimanche ; la liste bâtarde qui patronnait à piteusement échoué, et cet insuccès est si sensible à cet organe de l'opportuniste qu'il en perd quelque peu la raison.

Ne sachant à qui s'en prendre de la défaite de ses candidats, il en accuse les conservateurs. « C'est en réalité, dit-il, à l'intervention des prétendus conservateurs que les intrus ont été réélus. »

Remarque bien que la liste Ranc-Drouleuse se trouve n'avoir obtenu que 100,000 voix environ, tandis que les radicaux ont été élus avec 160,000 voix. — Il est donc prouvé, une fois de plus, que la République prétendue conservatrice est une bêtise. Les Girondins ont été mangés par les Montagnards ; et aussi longtemps qu'il existera une République, des modérés et des radicaux, ceux-ci mangeront ceux-là !

En quoi — le Temps serait fort aimable de nous le dire — en quoi les conservateurs ont-ils contribué au triomphe des radicaux ? Ce journal ne pouvait franchement espérer que ceux qui ont voté pour la liste Hervé-Du Barail, aux trois scrutins précédents, auraient, cette fois-ci, porté leurs suffrages sur MM. Greppo, Ranc et autres illustrations de l'opportuniste ?

Si le Temps en est arrivé à ce degré de naïveté, il y a là un symptôme alarmant et consolant tout à la fois. Quand l'organe attitré d'un parti donne de pareilles preuves de faiblesse intellectuelle, le parti qu'il soutient peut se dire que ses jours sont comptés.

Nous ne nous attarderons donc pas à discuter une alléguation qui ne repose sur rien et n'est pas digne d'une discussion. Nous l'avons signalée en passant pour prouver une fois de plus que tout ce qui ressemble de près ou de loin au centisme gauche ou à l'opportunistisme est condamné à périr et à disparaître entre les deux véritables forces en présence : l'idée conservatrice et l'idée radicale.

Les candidats conservateurs ont obtenu 82,000 voix. Ce chiffre est évidemment inférieur à celui des scrutins précédents ; mais il faut remarquer que les abstentions ont été excessivement nombreuses. Au 4 octobre, il y avait eu 434,000 votants ; le 27 décembre, on n'en a eu que 345,000. Cette différence entre les deux chiffres devait affecter toutes les listes, et toutes, en effet, ont obtenu un moins grand nombre de suffrages.

Les électeurs se lassent vite, les électeurs conservateurs comme les autres.

Le fait est que si l'on ajoute les 162,000 voix radicales aux 82,000 voix conservatrices, on arrive au chiffre de 244,000, ce qui prouve que le gouvernement que personnifie M. Grévy et qui défend le journal le Temps est, à Paris, en présence d'une opposition formidable.

Quant aux conservateurs, ils ont tout lieu d'être satisfaits. Ils se sont comptés et savent aujourd'hui que leurs idées sont acceptées par un Parisien sur trois ! Etant donnée la tendance toujours avancée de la population de Paris, il y a là un signe incontestable du dégoût que la République commence à inspirer.

Le candidat impérialiste, M. le général Du Barail a particulièrement le droit de se féliciter du résultat du scrutin d'hier. — Il a obtenu, à cinq cents voix près — le même nombre de voix que M. Hervé, qui avait comme programme particulier, évidemment très populaire, la suppression de l'octroi. Disons que le brave général représente, lui, le principe de l'Appel au Peuple, les grandes traditions de bravoure de l'armée, et cela explique son succès exceptionnel dans les communes suburbaines où la question d'octroi est sans portée, mais où l'on est resté sensible à tout ce qui rappelle les grands jours du pays dans le passé et peut les assurer dans l'avenir.

LA RÉÉLECTION

M. Jules Grévy a été réélu, hier, président de la République par quatre cent cinquante-sept députés ou sénateurs républicains, les droites s'étant abstenues en masse et une centaine de membres des groupes radical ou opportuniste ayant voté soit pour M. Brisson, soit pour M. de Freycinet.

Le caractère de cette réélection, les circonstances au milieu desquelles elle s'est produite, le transformant, bien qu'elle ait été prévue, en fait de la plus haute gravité et motivent, par conséquent, quelques commentaires. Les publicistes officiels y voient le triomphe du principe républicain. La vérité est que cette élection en est la négation même, et que la manière scandaleuse dont elle s'est accomplie porte, par surcroît, une atteinte peut-être irréparable au régime prétendu représentatif.

M. Grévy tiendra, comme nous venons de l'établir, ses pouvoirs de quatre cent cinquante-sept personnes. Or, constitutionnellement, le Congrès se compose de huit cent quatre-vingt-quatre sénateurs ou députés ; la majorité absolue théoriquement nécessaire pour que la validité de l'élection soit incontestable est de quatre cent quarante-neuf voix. M. Grévy est donc élu par quarante voix seulement.

Ces quarante voix ont suffi pour conférer, pendant sept ans, la puissance exécutive à un octogénaire. Ces quarante voix fixent la destinée de quarante millions d'âmes. Et il y a, en France, dix millions d'électeurs !

Jamais la criante absurdité du régime n'avait été démontrée d'une façon plus irréfutable. Jamais les droits du peuple français n'avaient été foulés aux pieds d'une façon plus naïve et plus cynique en même temps.

Fait décisif : une petite fraction de la phalange radicale et socialiste a eu le sentiment de l'illégalité et du ridicule d'un semblable procédé et a protesté très énergiquement de sa volonté d'en appeler au peuple. La proposition que M. Michelin a vainement essayé de lire n'avait pas une autre signification ni une autre portée ; tant il est vrai que les idées justes finissent par s'imposer aux esprits les plus passionnés lorsque ceux-ci s'imposent eux-mêmes le devoir de respecter la raison et la logique.

Après cet hommage rendu aux principes que nous défendons par les républicains les plus purs et les plus orthodoxes, il nous semble que nous avons beau jeu pour rétorquer les plaisants sophismes que l'événement d'hier inspire à nos confrères du Journal des Débats et de la République française. Le Journal des Débats, notamment, voit un gage d'avenir pour le régime actuel dans ce fait que, pour la première fois depuis la mort de Louis XVIII, la transmission du pouvoir exécutif s'est effectuée légalement ;

« C'est la première fois depuis soixante ans, dit l'organe de feu le centre gauche, que la seconde fois depuis un siècle que le chef du pouvoir exécutif est élu par la France arrive sans encombre au terme de ses fonctions. Il est bien permis au gouvernement républicain d'en tirer quelque orgueil. A voir le calme au milieu duquel s'accomplit la réélection de M. Grévy, on peut dire que le poste de président de la République est, dans notre pays, un poste beaucoup plus solide que celui de sultan. Nous avons des rois et des empereurs à tort ; nous avons, en réalité, un président à vie. »

Le cycle de sept ans que vient de parcourir sans encombre le président actuel de la République n'est pas bien long ; et quelque courte que menace d'être, désormais, la vie de M. Grévy, il n'est pas certain que, comme Louis XVIII, ce vieillard meure sur le siège qu'il occupe. Attendons la fin, en nous souvenant que la durée normale de tous les régimes politiques qui se sont succédés en France depuis le commencement du siècle a été de dix-huit ans. Nous n'avons encore que quinze années de République. La France semble déjà suffisamment dégoûtée du mot et de la chose pour que le consulat à vie de M. Grévy, dont le Journal des Débats se montre si content, puisse n'arriver point à son terme.

D'ailleurs, l'essence même du principe républicain commande de ne point laisser longtemps le pouvoir dans les mêmes mains ; admirez donc la logique des hommes qui, pendant quatorze ans, l'immobilisent dans les mains d'un octogénaire.

Mais ce n'est pas la doctrine républicaine seule qui est atteinte par cette réélection ; les scandales d'hier, la violence préméditée dont M. Le Royer, président du Congrès, s'est rendu coupable portent un coup terrible aux notions sur lesquelles est établi le gouvernement parlementaire.

La tribune était gardée, défendue, rendue inaccessible. Que ce fût par des huissiers ou par des soldats, peu importe. Chaque régime a ses serviteurs qu'il choisit et ceux qu'il méprise. Bonaparte avait des grenadiers, Grévy a des domestiques. Mais qu'il y a loin des grenadiers de Brumaire aux domestiques de décembre 1885 !

Lorsqu'on a vu des hommes tels que M. de Kerdrel, M. Buffet et M. Levert se heurter à des salariés qui leur interdisaient l'accès de la tribune et, par conséquent, la parole, on peut s'attendre à tout voir ou à tout revoir. Et, de fait, ces huissiers ont-ils la marche : ce sont les précurseurs des agents de la dictature et, par conséquent, du dictateur. Qui empêche demain un président fantaisiste et autoritaire de les remplacer par des soldats ?

Ce précédent nous enchaîne donc. On reverra Brumaire, on reverra Décembre, on entendra de nouveau résonner la boîte éperonnée des soldats dans l'enceinte du Parlement.

Depuis hier, le peuple sait, il voit que les parlementaires ne sont pas inviolables. Il s'en souviendra, lorsqu'il aura lieu d'applaudir l'acte de la force qui vengera le droit méconnu.

C'est pourquoi la réélection de M. Grévy et la manière dont elle s'est accomplie sont loin de nous déplaire. La République sombre dans l'inconscience et dans l'illégalité. Nous ne lui souhaitons pas une autre fin.

LE FAIT DU JOUR

La Crémation des corps

Libres penseurs soyez dans la joie, on, comme disaient les chefs de clique de l'antiquité : *Plaudite cives!* applaudissez, citoyens !

Le conseil municipal vient d'adopter l'un des deux projets de fours crématoires qui lui avaient été présentés.

Le conseil, dont on connaît les platitudes funéraires, ne pouvait mieux s'acquiescer.

Les travaux des fours seront entrepris cette semaine au cimetière du Père-Lachaise. Ils seront chauffés à l'aide de fagots de bois et atteindront rapidement une température de 600 degrés.

En deux heures... tout sera fini, et la dépense sera de quinze francs.

Quinze francs ! C'est pour rien ! Quel est le mort qui n'aura pas quinze francs dans sa poche pour se passer le plaisir d'être brûlé ? Les parents, d'ailleurs, pourront placer lesdits quinze francs dans la bouche du défunt, comme les païens plaçaient dans la bouche de leur mort l'obole qui devait servir à payer le vieux Caron.

Les parents pourront-ils assister à l'opération ? Deux heures, c'est long ! Baste ! on ira prendre un verre sur le zinc, et quand tout sera fini, le rôti sur un cher viendra prévenir la famille. Au besoin elle-même pourra utiliser la chaleur du four pour faire cuire le dîner des funérailles, comme cela se pratiquait à Rome.

Dans leur zèle d'économie, les conseillers municipaux feront-ils pour les pauvres ce que faisaient les anciens ? Plutôt rapporte que pour économiser le combustible, les Romains brûlaient plusieurs cadavres de pauvres ensemble.

« On avait grand soin, dit l'historien, dans ce cas, de mettre le corps d'une femme entre dix corps d'hommes, afin que, grâce à la chaleur naturelle et à l'immensité de la nature féminine, qui est essentiellement plus chaude que celle de l'homme, les corps de ceux-ci fussent plus vite consumés ! »

Dire que, même après la mort, la femme est considérée comme supérieure à l'homme ! Une femme pour dix hommes : ô Hubertine Aurélière, soyez fière !

Aurons-nous des urnes pour recueillir les cendres ?

Aurons-nous, comme à Rome, un lieu spécial pour la crémation des pauvres, un Mont Esquilin ?

Aurons-nous aussi des *semi combustibles*, c'est-à-dire des demi-brûlés pour les misérables ?

Aurons-nous la crémation à petit feu pour les ennemis de la République, en signe de déshonneur ?

Goupera-t-on le poignet aux suicidés avant de mettre leurs corps au four, comme chez les Grecs ?

Le système de brûler le corps des morts devait être rétabli par les libres-penseurs. Il était logique, en effet, que les adversaires de la religion tentassent de faire revivre un usage que le christianisme avait aboli.

Les chrétiens avaient acquis l'espérance que les morts ressusciteraient un jour et ils crurent devoir en l'honneur du spectacle plus grand et de la vénération la plus profonde des restes précieux des défunts qui leur étaient chers.

Mais ce sont là des soins superflus, scrupules surnaturels pour les athées.

Et puis voilà les emplois à donner aux amis, ceux de *brûleurs*, toujours comme à Rome et à Athènes, avec prime par individu, — comme autrefois on payait au bourreau une prime par exécution.

Et quelle belle occasion de grand discours pour un laïciseur officiel, le jour de l'inauguration du four ! Quelle première !

Les billets seront primés à l'Agence des théâtres.

L'orchestre de Fouldy-les-Tuffes exécutera les plus gais morceaux de son répertoire.

Farandole faite par le conseil municipal.

Allons, debout, Macabre ! Saisis ton sabre et donne le signal du branle à tous ces grotesques !

ECHOS

Suite des décorations de fin d'année, ou de fin de ministère.

Dans les finances : M. Bouchard, président de chambre à la Cour des comptes, est promu commandeur de la Légion d'honneur.

MM. Chevreton-Rameau, chef du cabinet du ministre des finances ; de Liron d'Airolles, directeur du mouvement général des fonds ; Camet, administrateur des contributions indirectes ; Debize, ingénieur en chef des manufactures de l'Etat ; Polier, inspecteur général des finances, sont promus officiers.

Parmi les chevaliers, nous remarquons les noms de M. Christophle, gouverneur du Crédit foncier de France, et de M. Tourneil, agent de change près la Bourse de Paris.

Dans la marine : M. de Kerdrel, vice-amiral, commandant en chef, préfet maritime à Rochefort, et Martelli, inspecteur général du génie maritime.

Sont promus commandeurs : MM. Béhic, contre-amiral, major général de la marine à Lorient ; Coudein, capitaine de vaisseau ; Cavalier de Cuverville, capitaine de vaisseau, commandant en chef de la division navale de l'Atlantique sud ; Ligier, colonel d'infanterie de la marine, commandant supérieur des troupes au Sénégal ; Porroy, directeur des constructions navales, directeur des forges de la Chausserie.

Parmi les chevaliers, nous citons M. Scherzer, consul de France à Canton, en récompense de ses services rendus à l'escadre de l'Extrême-Orient pendant l'expédition du Tong-King ; et M. Dufaur de Lajarte, lieutenant de vaisseau, second du génie maritime.

M. de Lajarte est le fils de notre confrère et ami, M. Théodore de Lajarte, bibliothécaire de l'Opéra et l'auteur de nombreux ouvrages de musique applaudis. Nous espérons que le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts ne se sera laissé distancer que de quelques jours par son collègue de la marine, et que le père et le fils pourront bientôt se partager le même ruban rouge.

Il y a deux jours, nous avons fait connaître à nos lecteurs ce qu'était Wagner et les raisons qui empêchaient M. Carvalho de monter le *Lohengrin* à l'Opéra-Comique.

Aujourd'hui, M. Plunkett écrit au Figaro pour se défendre d'avoir eu jamais l'idée de monter les œuvres de Wagner à l'Eden, ainsi que le *Menestrel* l'avait prétendu.

Nous félicitons M. Plunkett de sa patriotique protestation.

Le comité de la Société des gens de lettres, dans sa séance d'hier, a procédé à la distribution annuelle de ses prix.

Le prix Petit-Bourg (1,000 fr.) a été attribué à M. Lucien Bian.

Le prix du Congrès littéraire (500 fr.), partagé entre MM. Alfred Séguin, Jules Roussy et Mme Blanchecotte.

Le prix de Baron Taylor (500 fr.), partagé entre Mlle Valentine Harment (André Girard) et M. Henri de Suckan et Amédée Blondel.

Le prix Musset (300 fr.), partagé entre MM. Jules Rostaing et Savinien Lapointe.

Le prix Jules Simon (500 fr.), partagé entre M. Ch.-M. Laurent, Julien Lemer et Mme Maria Delcambre.

Prix Arsène Houssaye (500 fr.), partagé entre MM. Aug. de Frarières, Ed. Didier et Turpin de Sansay.

Prix Eugène Bonnemère (500 fr.), partagé entre Mme Anny de Langracker et M. Robert de Gadehol.

Des allocations de fin d'année ont été accordées à divers ecclésiastiques.

La comtesse Rosine de Mirafiori vient de mourir à Pise, chez sa fille, la comtesse de Spinola.

On sait qu'après avoir été pendant de longues années la maîtresse du feu roi Victor-Emmanuel, dont elle avait plusieurs enfants, le souverain, en 1869, régularisa sa situation et l'épousa morganatiquement.

La comtesse Mirafiori, atteinte depuis longtemps d'albumerie, vit son état s'aggraver d'une pneumonie et d'une méningite, et elle s'est éteinte hier, entourée de sa famille, à l'âge de cinquante-deux ans.

Le roi Humbert, en apprenant la fatale nouvelle, s'est empressé d'envoyer à Pise le commandeur Ratazzi, secrétaire de sa maison, et il a donné l'ordre que les funérailles de la comtesse fussent faites aux frais de sa liste civile.

L'épouse morganatique de Victor-Emmanuel n'a jamais employé que pour faire du bien l'influence qu'elle avait sur son royal époux.

Sa mort causera en Italie de profonds et sincères regrets.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Camille Mauvoisin de Cardonne, père de notre distingué confrère, M. Henry de Cardonne, rédacteur en chef de l'*Avenir de Blois*.

M. de Cardonne était âgé de soixante-dix-neuf ans ; il avait consacré une grande partie de sa carrière à l'étude des pays du Nord.

Ses travaux sur la Russie, dont nous nous sommes occupés dans la *Patrie*, sont considérés par les historiens comme remarquables ; ils lui valurent la commanderie de l'ordre impérial de Saint-Stanislas.

L'agence Havas nous annonce que les troupes bulgares ont ravagé Pirot de fond en comble, et qu'elles ont emporté avec elles même les *cloches de l'église* !

» par des raisons qu'il ne nous convient pas d'exposer ni de discuter ici.

On raconte que, dans la matinée, M. de Freycinet était allé trouver M. Brissot pour l'engager à ne pas autoriser que sa candidature fût posée. M. Brissot se garda bien de rien faire dans le sens indiqué par le ministre des affaires étrangères. Ses bulletins, comme nous le disions, furent distribués, et c'est seulement à la suite des incidents qui signalèrent le commencement de la séance du Congrès que les dispositions prises furent brusquement changées.

Un peu avant deux heures, M. Brissot intervint en personne pour demander que l'on fit disparaître les bulletins portant son nom. Ce qui fut exécuté.

Pourquoi ce changement d'attitude ? Parce que M. Brissot et ses amis, voyant les dispositions de la droite et apprenant qu'elle était résolue à s'abstenir, estimèrent qu'un second tour de scrutin serait dangereux pour eux et pourrait avoir des surprises.

C'est ce qui les détermina à accorder à M. Jules Grévy un certain nombre de leurs voix.

Les droites

Les droites avaient résolu de porter à la tribune une protestation, et M. de Kerdrel avait été chargé, au nom de la généralité des conservateurs, de donner lecture de ce document.

On trouva plus loin le texte de cette déclaration.

Après l'incident si violent qui a rempli la première heure de la séance, les républicains ont appris que les droites s'abstiendraient.

Si les conservateurs eussent voté, il y aurait eu certainement un second tour de scrutin ; qui sait ce qu'il eût donné ? Dans tous les cas, M. Grévy avait l'humiliation d'être difficilement élu ; peut-être même un échec lui était-il réservé.

L'abstention des conservateurs a donc déterminé les membres de l'Union républicaine à se résigner.

En résumé, quelques membres des droites seulement ont pris part au scrutin : ce sont, notamment, MM. le baron Du-four, Fauré, Raoul Duval qui, en manière de protestation, ont voté, en dehors de toutes les candidatures posées, pour un candidat de leur choix.

Le scrutin

M. Grévy a donc été élu par 457 voix. M. Brissot a eu 68 voix, M. de Freycinet 14, M. Anatole de La Forge 10 ; les 27 autres voix ont été données à MM. Le Royer, l'amiral de Dampierre d'Hornoy, le maréchal Canrobert, Duclerc, Jules Ferry, Léon Say, Floquet, le général Billot, Jules Simon, le général Camponen, Pasteur, le duc d'Aumale et Wilson.

Le nombre légal des membres du Congrès était de 884 (soit 300 sénateurs et 584 députés) ; la majorité absolue du Congrès légal ou le *quorum* est, par conséquent, de 443 ; M. Jules Grévy n'a donc qu'une majorité de 14 voix au-dessus du *quorum*.

En 1879, M. Grévy avait obtenu 569 voix ; comme il n'a plus que 457 voix, il a donc perdu 112 voix.

Et ce qui rend cette diminution encore plus sensible, c'est qu'il n'y avait en 1879 que 713 votants, tandis que le Congrès actuel se compose de 884 membres.

Le président du conseil

M. Brissot était ravi que M. Grévy ne fût élu qu'à une si faible majorité.

Toutefois, cela n'a pas fait oublier au président du conseil qu'il n'a lui-même, à la Chambre, qu'une majorité d'une voix. Il a rappelé à M. Grévy l'insuffisance des majorités faibles, et il a renouvelé son intention de donner sa démission de ministre.

On assure que M. Grévy, effrayé d'une crise ministérielle en ce moment, a insisté pour que M. Brissot restât aux affaires.

Il va sans dire que les deux présidents n'en resteraient pas moins ennemis. M. Brissot a ajourné à ce matin sa réponse définitive, annonçant que la démission serait donnée en conseil des ministres.

La déclaration des Droites

Voici le texte de la déclaration que M. de Kerdrel devait lire hier à la tribune :

Une Assemblée nationale doit être la représentation complète de la France. Tel n'est pas le caractère de celle qui est aujourd'hui convoquée pour être le président de la République. Quatre départements en sont exclus, plus de quatre mille électeurs n'y ont pas de mandataires, vingt-deux élus de la nation ont été arrachés de leurs sièges, la France n'est pas ici tout entière.

Justement sentant des prérogatives du suffrage universel, la minorité conservatrice a deux fois déjà fait entendre, à la tribune de la Chambre des députés, des protestations qui sont restées vaines. Nous nous sommes vu devoir que de ne pas les renouveler dans cette Assemblée qui, seule désormais, peut y faire droit.

Le précédent que vous créez serait inique, ses conséquences pourraient devenir monstrueuses.

Si vous étendiez, en effet, à un plus grand nombre de départements cette exclusion injuste à quatre collèges électoraux, qui donc cessait d'être un tel Congrès serait légalement constitué ?

Si vous voulez rentrer dans la justice et dans le droit, vous n'avez qu'un moyen : ajourner la nomination du président de la République pour que la représentation nationale puisse être complétée ; nous vous le demandons au nom de la loyauté politique ; c'est à vous qu'il appartient de décider si l'intérêt même du pouvoir que vous êtes appelés à constituer ne vous le commande pas.

L'autorité du président de la République infirmée à l'avance, sa force amoindrie, son influence diminuée, tel serait l'inévitable résultat d'une nomination faite par un corps électoral volontairement mutilé.

En conséquence, les soussignés ont l'honneur de proposer à l'Assemblée nationale le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée nationale invite le gouvernement à convoquer, dans le plus bref délai, les électeurs des départements de la Corse, de la Lozère, de l'Ardèche et des Landes, et ajourne au 28 janvier prochain l'élection du président de la République. »

Voici maintenant le texte de la lettre de protestation remise par M. de Kerdrel à M. Le Royer, après l'élection du président de la République, pour expliquer l'abstention des droites :

Messieurs,

La minorité conservatrice de l'Assemblée nationale proteste devant le pays contre la conduite arbitraire que vous avez tenue.

Nous avons vu de la force opposée au droit, la tribune, gardée par vos agents, interdite aux représentants de la nation.

Vous avez déclaré qu'il n'y avait pas de régle-

ment, ce qui reviendrait à dire que l'Assemblée était soumise à votre pouvoir discrétionnaire. Les mandataires de la minorité conservatrice n'ont pu porter à la tribune un projet de résolution qui avait précisément pour but l'élection présidentielle. Ces violations nous ont imposé le devoir de ne prendre aucune part à l'élection.

Le pays jugera entre vous et nous.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de notre considération.

Pour les membres de la minorité,

Signé : AUDREN DE KERDREL.

Proposition de M. Michelin

MM. Michelin, Boyer, Chevillon, Basly, Laguerre, Camelinat, Clovis Hugues et Planteau avaient rédigé la proposition de loi suivante que M. Michelin devait lire à la tribune :

Art. 1er. — Le Congrès remet ses pouvoirs à une Assemblée constituante qui sera élue au scrutin uninominal, à raison d'un membre par arrondissement.

Art. 2. — Cette Assemblée, investie uniquement du pouvoir constituant, aura pour mission de préparer un projet de Constitution de la République. Ce projet devra être soumis à la ratification de la nation.

Art. 3. — Les lois constitutionnelles subsisteront ainsi que les pouvoirs publics, qu'elles organisent, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Constitution.

M. Michelin, n'ayant pu obtenir la parole, a quitté la salle des séances.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Nous avons donné hier le compte rendu de la séance vraiment extraordinaire qui a précédé l'ouverture du scrutin pour la nomination du président de la République. Jamais, dans notre histoire parlementaire, féconde en épisodes de tout genre, on n'avait vu un président interdire *manu militari* la tribune aux membres d'une Assemblée et déclarer qu'il n'existaient pas de règlement. On se demande comment cette idée a pu se rencontrer dans le cerveau du vieil avoué à tête de manche de parapluie qui présidait le Congrès. Il est probable qu'on avait fait rigoureusement la leçon à ce vieillard faible d'esprit, qu'on l'avait terrorisé, qu'on lui avait représenté les membres de la droite comme des loups dévorants qui allaient tout saccager et proclamer la monarchie sur les ruines du palais de Versailles. Confiné dans le Luxembourg, retraite confortable où les bruits de la terre n'arrivent probablement pas, M. Le Royer s'était imaginé, sur les rapports de quelques Elyséens effrayés, que nous touchions à une révolution. De là ces précautions ridicules, ces fortifications élevées autour de la tribune, ce déploiement d'arbitraire, cette violation des droits les plus élémentaires des représentants du pays.

Le compte rendu officiel n'ajoute que peu de détails à ceux que nous avons donnés hier.

MM. Paul de Cassagnac, Fresneau et de Baudry d'Asson ont en vain, une dernière fois, demandé que la tribune ne fût plus gardée par les hommes à chaîne qui on empêchaient l'accès à M. de Kerdrel. En vain, le mandataire des droites demandait-il encore la parole pour un rappel au règlement : il ne peut que constater la violation de son droit.

Le président, au mépris du respect qu'il doit aux élus du suffrage universel, refuse d'entendre les appels qu'on lui fait au nom de la liberté ; il fait procéder brusquement à ce qu'il appelle son mandat unique, au scrutin qui doit, dans un tour de passe-passe, amener la réélection de M. Grévy. Mais avant de laisser commencer cette opération, la droite crie : Nous ne voterons pas ! La droite crie aussi : Vive la liberté !

Le scrutin s'ouvrit à 1 heure 55 minutes et fut fermé à 3 heures 40. Le dépouillement dura une heure. M. Le Royer en proclama le résultat :

Nombre des votants..... 589

M. Paul de Cassagnac. Quel est le nombre des inscrits ?

M. le président. Vous n'avez pas la parole.

Bulletins blancs ou nuls..... 13
Suffrages exprimés..... 576
Majorité absolue..... 289

Ont obtenu :

MM. Jules Grévy..... 457 voix

(Applaudissements répétés à gauche et au centre.)

A gauche et au centre. — Vive la République !

M. le président :

MM. Henri Brissot..... 68 voix

De Freycinet..... 14 —
Anatole de La Forge..... 10 —
Voix diverses..... 27 —

M. Jules Grévy, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, je le proclame président de la République française pour sept ans. (Applaudissements prolongés à gauche et au centre. — Cries répétés de Vive la République !)

Parmi les voix diverses, il y en aurait une au duc d'Aumale et une à M. Pasteur. Mais M. Pasteur ne gérait point la rage de l'arbitraire et de la violence.

Après la proclamation du scrutin, un des secrétaires a donné lecture du procès-verbal de la séance. Ce qui n'est, en temps ordinaire, qu'une formalité, devenait dans le cas présent un acte important. Aussi, a-t-on demandé que cette lecture fût faite à haute voix. Toutefois, les membres seuls qui se trouvaient au pied du bureau ont pu saisir quelques mots de ce procès-verbal qui, naturellement, était muet sur l'incident du début de la séance. M. de Kerdrel a demandé la parole pour une rectification. Le président a eu l'extrême condescendance de faire dégorger la tribune, toujours gardée militairement par des huissiers, les plus grands et les plus formidables qu'on avait pu trouver. M. de Kerdrel, se glissant entre ces braves gens, improvisés gendarmes bien malgré eux, a pu formuler sa réclamation.

M. le président. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. Audren de Kerdrel. La rectification que j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée consiste à combler une lacune que je ne m'attendais pas à trouver aussi grave et aussi profonde. (Rires ironiques et bruit à gauche.)

M. le président. Ecoutez, messieurs ! soyez calmes et dignes jusqu'au bout. (Vive approbation à gauche et au centre.)

M. de Kerdrel. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. Audren de Kerdrel. La rectification que j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée consiste à combler une lacune que je ne m'attendais pas à trouver aussi grave et aussi profonde. (Rires ironiques et bruit à gauche.)

M. le président. Ecoutez, messieurs ! soyez calmes et dignes jusqu'au bout. (Vive approbation à gauche et au centre.)

M. de Kerdrel. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. Audren de Kerdrel. La rectification que j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée consiste à combler une lacune que je ne m'attendais pas à trouver aussi grave et aussi profonde. (Rires ironiques et bruit à gauche.)

M. le président. Ecoutez, messieurs ! soyez calmes et dignes jusqu'au bout. (Vive approbation à gauche et au centre.)

M. de Kerdrel. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. Audren de Kerdrel. La rectification que j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée consiste à combler une lacune que je ne m'attendais pas à trouver aussi grave et aussi profonde. (Rires ironiques et bruit à gauche.)

M. le président. Ecoutez, messieurs ! soyez calmes et dignes jusqu'au bout. (Vive approbation à gauche et au centre.)

M. de Kerdrel. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. Audren de Kerdrel. La rectification que j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée consiste à combler une lacune que je ne m'attendais pas à trouver aussi grave et aussi profonde. (Rires ironiques et bruit à gauche.)

M. le président. Ecoutez, messieurs ! soyez calmes et dignes jusqu'au bout. (Vive approbation à gauche et au centre.)

M. de Kerdrel. La parole est à M. de Kerdrel pour une rectification au procès-verbal. (Réclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. M. de Kerdrel n'a la parole que pour l'objet qui lui a été indiqué : une rectification au procès-verbal. S'il s'agit de ces limites, je saurais l'arrêter. (Applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.)

M. de Kerdrel. Si le procès-verbal ne péchait que par une légère omission de ce qui s'est passé au dit à la séance, je le comprendrais et je passerais condamnation ; il est de jurisprudence parlementaire qu'on ne fait pas figurer au procès-verbal toutes les paroles qui peuvent être prononcées, surtout quand elles n'ont pas été entendues par le bureau.

Mais ce n'est pas l'absence de quelques paroles que j'ai à vous signaler et dont j'ai à me plaindre, c'est la totalité des paroles prononcées, des incidents survenus qui a été omise. On a fait sur tout cela le silence le plus complet. — On n'a rien entendu.

Un membre à gauche. — Cela vaut mieux par respect pour le pays.

M. de Kerdrel. Ce silence n'est pas justifié. Car, pour ce qui est de mes paroles, M. le président les a si bien entendues qu'il y a répondu. (Ouf, ouf, à droite.) Il a refusé de me faire droit. Par deux fois il m'a interdit l'accès de la tribune.

Voix à gauche. Il a bien fait ! il a obéi à la Constitution. (Applaudissements à gauche.)

M. de Kerdrel. Je n'apprécie pas, je constate. Et je fais appel, messieurs, à votre loyauté. (Exclamations et rires à gauche.) Je m'attends d'un pareil accueil fait à mon appel.

Mais puisque j'ai fait appel à votre loyauté, je ne dois pas la trouver sourde. (Nouvelles exclamations à gauche. — Aux voix ! aux voix ! — Protestations à droite.) Dans votre loyauté, permettez-moi de vous dire en très peu de mots.

A gauche. Non ! non ! la clôture. Ce n'est pas une rectification au procès-verbal.

M. le président. — Il y a deux natures de compte rendu, et tout d'abord le compte rendu sténographique *in extenso*. Dans celui-là, M. de Kerdrel trouvera toutes ses paroles scrupuleusement reproduites. Satisfait ou non, il a donc dit la parole. Pour le procès-verbal, ce n'est que le résumé sommaire des faits de séance. Il ne pouvait et ne devait pas contenir vos paroles. (Approbation à gauche et au centre.)

Maintenant, si vous le voulez, continuez votre rectification. Mais ne renouvelez pas la tentative que vous avez faite, à propos d'une rectification au procès-verbal, de recommencer un débat épuisé. (Nouvelle approbation sur les mêmes bases.)

M. de Kerdrel. Je ne confonds pas les deux comptes rendus, mais le procès-verbal doit aussi en être un, et j'en ai rien trouvé que le vide. Je demande donc à dire en deux mots ce que j'ai voulu faire à la tribune : je venais, au nom de la minorité, soumettre à l'Assemblée une proposition. (Vives interruptions à gauche. — Non ! non ! — Réclamations à droite.)

M. le président. — L'Assemblée nationale a entendu la demande de rectification. Personne ne donne plus la parole ? Je consulte l'Assemblée nationale sur l'adoption du procès-verbal. (Applaudissements à gauche et au centre. — Protestations à droite.)

M. de Kerdrel. Vous ne pouvez pas me retirer la parole.

Voix à droite. — C'est la violation de toutes les règles.

Le président, sans tenir compte des protestations et pendant que l'orateur était encore à la tribune, mit aux voix le procès-verbal qui fut adopté. Immédiatement après, il déclara la séance levée. Ce beau coup d'Etat était terminé à cinq heures et, une demi-heure plus tard, plusieurs trains ramenaient à Paris députés, sénateurs et tout le public qui avait été dérangé pour cette vilaine besogne.

La France agonise ; son commerce, son industrie, son agriculture sont aux abois ; les impôts rentrent mal ; le déficit du budget augmente chaque jour ; le Tong-King dévore notre argent et nos soldats. Consolons-nous en répétant ce refrain d'une vieille chanson :

A l'Elysée, on dansera ce soir !

A Versailles

Air connu.

Mossion Grévy, que ce vingt-huit décembre A ton jamais soit un beau jour pour vous ; C'est en ce jour que l'Ésnel et la Chambre Vous ont donné des preuves de leur amour.

Que j'aime à voir autour de cette tribune Des anarchistes, des socialistes, Des opportunistes, des fumistes, Que c'est comme un bouquet de fleurs !

Mossion Grévy, dans l'asin d'la présidence, Vous n'avez pas connu la pauvreté, Et, par ce vote, aux dépens de la France, Votre mandat s'est trouvé encore augmenté.

Que j'aime à voir, etc.

Votre budget est comme une démoirée, Paré, criblé de mille et mille trous ; C'est un détail, c'est une balancière ; Le déficit n'existe pas pour vous.

Que j'aime à voir, etc.

Nos bons troupiers, que le Tong-King décline, Du choléra ils sont tous exhalants ; N'en parlez pas, ça n'a pas un centime A vos jolis doigts tant mille francs.

Que j'aime à voir, etc.

Vous trompez des droites ennemies ; Pendant sept ans, c'est écrit, c'est voté, Vous allez faire quelques économies, Et mettez encore quelques millions d'écot.

Que j'aime à voir, etc.

Vous n'avez pas la note et la hamboche, Vous préférez les immeubles de rapport ; Et quand l'argent est entré dans votre poche, C'est bien fait, plus jamais il n'en sort.

Que j'aime à voir, etc.

De ces nigauds qui font aller l'économie, Et s'ont bravement honneur de leurs écus, Vous n'en êtes pas ; les millions qu'on vous verse ? Escamotez ! Personne ne les voit plus.

Que j'aime à voir, etc.

Vous s'entendrez, c'est le carambolage ; A chabloniez livrez-vous sans regrets ; L'aggravement régulier de l'éclaircie, Et des tapis vous n'avez pas les frais.

Que j'aime à voir, etc.

Tout va donc bien ; vous passerez, ô Jules, Pour un malin et pour un homme d'esprit, Car vous savez grossir votre pécule Lorsque celui de la France s'appauvrit.

Que j'aime à voir, etc.

Ne craignez rien, car à votre mémoire Un bon roman doit rester attaché ; Il faut, dira la vérité, l'histoire, Lui pardonner, il a beaucoup touché !

Que j'aime à voir autour de cette tribune Des anarchistes, des socialistes, Des opportunistes, des fumistes, Que c'est comme un bouquet de fleurs !

(En chœur.)

Que c'est comme un bouquet de fleurs !

LECLUSE.

JOURNAUX ET REVUES

Quelques réflexions sur l'élection de M. Grévy.

La République française triomphe :

tutions républicaines, ont toujours eu le don d'irriter tout particulièrement les réactionnaires.

Vertus apaisantes des institutions républicaines est une trouvaille admirable ! On viole le droit, on gorgo la légalité, on massacre le suffrage universel : vertus apaisantes !

Le Radical explique le pourquoi de la réélection de M. Grévy, de la manière suivante :

En changeant l'homme, on eût paru désirer un changement d'attitude, et cela eût inquiété l'opinion.

Le mot fait un heureux pendant à celui de « posture » découvert par le héros de l'apparitionisme.

La Lanterne assure que M. Le Royer a agi en dictateur :

Nous souhaitons encore quelque chose : l'Assemblée nationale n'a pas de règlement. Sa police, son ordre du jour, tout était remis hier au pouvoir discrétionnaire de président. Hier, le parti républicain n'a pas eu à se plaindre de la manière dont M. Le Royer a présidé la séance ; mais la dictature est une arme toujours d'ingratitude qui peut blesser demain ceux-là mêmes qu'elle a servis la veille.

Ce n'est pas neuf, mais c'est toujours vrai.

La Bataille, s'occupant à la fois de l'élection présidentielle et des élections parlementaires de dimanche, s'exprime ainsi :

Notre scepticisme invétéré nous condamne à de certaines réserves. Ayant vu fonctionner déjà, dans toute leur splendeur, MM. Grévy, Briatou et Freycinet, nous avons quelque méfiance, malgré le baptême nouveau qu'ils viennent de subir. Il y a à un proverbe disant qu'on ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres. Nous voyons bien les outres, mais pas du tout le vin nouveau.

Outres ! outres !... Pourquoi pas cruches, monsieur l'irrévérencieux !

M. Paul de Cassagnac ayant dit que le Congrès était une foire, la République radicale dit :

A vrai dire, la définition à quelque chose d'exact. Il ne manque à la petite fête que les cymbales de Bilboquet.

Pardon ! il n'y manquait rien ; seulement les cymbales étaient remplacées par la sonnette présidentielle et Bilboquet s'était fait accompagner de tous les fils de Mangin coiffés du bonnet rouge au lieu du casque légendaire.

Le Petit Journal est attristé, inquiet, de ce qui s'est passé à Versailles ; et tout naturellement il en prend aux droites :

Il vient de se produire, à Versailles, une série de scènes humiliantes pour le régime parlementaire, et que nous allons raconter, la mort dans l'âme.

Les droites ont évidemment le parti pris de faire du tapage et de discréditer la République.

A cet acte révolutionnaire comme un autre, que ces messieurs le sachent bien ; ils assument une grave, une terrible responsabilité, surtout à cette fin d'année, qui aurait tant besoin de calme et de sécurité.

Comment ! monsieur le voyageur, on vous dévalise et vous criez ! C'est là un procédé révolutionnaire dont vous serez responsables devant la gendarmerie !

Le Mot d'Ordre est satisfait de l'écrasement de la droite, mais il fait ses réserves à propos de la réélection de M. Grévy :

Ce n'est pas qu'un point de vue des principes, examinés dans le silence du cabinet et avec le microscope du philosophe, une réélection, portant à 14 ans la durée des pouvoirs d'un chef d'Etat dans une République, soit chose désirable. Les démocrates ont tout à fait raison pour principe sauveur l'effroi des personnalités indisciplinées, des hommes providentiels, comme on disait autrefois.

Le Mot d'Ordre subtil Grévy, l'honneur, dit-il, me p'raie, Mais le plus petit ferry Ferait bien mieux son affaire.

Du Figaro :

Dans la pratique, le principal de M. Grévy va continuer comme il a déjà duré sept ans, terme, incolore, indifférent à tout le monde, sauf aux siens, n'empêchant rien et ne voulant rien empêcher, associé par conséquent à toutes les mesures qui ont démocratisé l'esprit public et créés dans la nation des dissensions inévitables, sources de ravissements sans mesure dans les réactions futures.

Cela suffira à stigmatiser historiquement le passage au pouvoir d'un homme qui valait mieux, dit-on, que ce qu'il fût et ce qu'il signe.

la peine à se faire prendre au sérieux. Les Turcs savent très bien que trois jours leur suffiraient pour conquérir la Grèce et replanter le pin de Bulgarie, tout fier de ses récents succès militaires, rappelle à ses soldats victorieux qu'autrefois leurs ancêtres ont été les vainqueurs des Grecs du Bas-Empire !

Battus et méprisés par les Turcs, passe encore ; mais menacés par les Bulgares, par des sauvages du pays de Thrace, ô fils de Thémistocle et d'Epanimondas, quelle humiliation !

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 29 DÉCEMBRE

En France, la hausse de température va se maintenir, des pluies sont probables. A Paris, hier, le temps a été couvert.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Vent très fort des régions O.; mer grosse.
Océan. — Vent N.-O. modéré; mer agitée.
Méditerranée. — Vent N.-O. faible; mer peu agitée.

Aujourd'hui, 29 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 2 5/8
A onze heures du matin..... + 5 5/8
A deux heures du soir..... + 6 2/8
Température la plus basse de la nuit + 2 2/8

Le baromètre est à 761 millimètres 5.

Faits divers

Une chasse sur les toits. — Une grande animation régnait, hier, vers sept heures, boulevard Magenta, autour du pâté de maisons compris entre le boulevard, les rues de Rocey, de Dunkerque et le faubourg Poissonnière. Des voleurs s'étaient introduits dans la maison portant le numéro 135 du boulevard Magenta; ils avaient grimpé jusqu'au sixième étage, forcé la porte d'un logement occupé par un facteur au chemin de fer du Nord, et commençaient à faire main-basse sur les objets à leur portée, lorsqu'ils furent dérangés dans leur opération par l'arrivée du locataire. Ce dernier, surpris de ne pouvoir ouvrir la porte, bien que la clef fût dans la serrure, se douta de suite que son logement était occupé par des cambrioleurs. En effet, la porte était barricadée en dedans.

Descendre l'escalier et donner l'alarme fut pour le facteur l'affaire d'un instant. Mais pendant ce temps, les voleurs s'étaient réfugiés sur les toits. Des gardiens de la paix, au nombre de quatre, n'hésitèrent pas à s'y aventurer.

Alors une chasse fantastique commença au milieu de l'obscurité. Elle dura plus d'une heure.

Enfin les voleurs furent capturés au moment où ils essayaient de pénétrer dans une mansarde par l'ouverture d'un chéneau à tabatière. Conduits chez M. Collas, commissaire de police, ils ont été déclarés se nommer l'un Relay, couvreur, et l'autre Bertrand, fumiste. C'était le sixième logement qu'ils avaient dévalisé dans leur journée.

Un fils de famille. — Le 26 novembre dernier, un commissionnaire se présentait chez M. S..., receveur de rentes, qui était chargé de la liquidation d'une succession au bénéfice de Mme veuve Pillot, rue Saint-Marc, et remettait à ce dernier une lettre dans laquelle cette dame demandait une somme de 300 francs, dont elle avait immédiatement besoin.

M. S... remit la somme. Deux jours après, nouvelle demande de 700 francs de la part de Mme Pillot; cette fois, c'est un jeune homme qui remet la lettre. M. S... donne encore une fois la somme demandée, mais le lendemain il se rendit chez Mme Pillot, qui fut fort étonnée lorsque M. S... lui remit les 1,000 francs par lui avancés, et qui affirmait qu'elle était absolument étrangère à ces demandes d'argent.

Comprenant qu'il était la victime d'un escroc, M. S... porta plainte.

On retrouva le commissionnaire qui avait porté la première lettre et qui dit l'avoir reçue d'un jeune homme qui a attendu la réponse dans un café voisin; or, le jeune homme qui remet la lettre, M. S... dit qu'il était le fils de la dame, et qu'il avait été employé par Mme Pillot, qui avait eu, au cours de sa vie, plusieurs semaines de sa maison.

Cet individu se faisait appeler M. Rolly de Balnére, commissaire de police, ayant appris que Duteau habitait 30, rue Saint-Sauveur, se rendit à cette adresse; mais le jeune homme n'était parti depuis quelques jours, ainsi qu'une fille de brasserie nommée Juliette B..., avec laquelle il vivait.

Continuant son enquête, le magistrat ne tarda pas à apprendre que cet individu ne s'appelait nullement Duteau, et qu'il appartenait à une famille des plus honorables; son père fut un des meilleurs officiers gé-

raux de notre armée, et sa pauvre mère est morte de douleur en voyant son fils tomber d'échelon en échelon jusqu'au rang des malheureux et des escrocs.

Il a été arrêté hier, ainsi que sa maîtresse, dans un garni situé au numéro 29 de la rue Saint-Sauveur.

On recherche ses complices. Il recevait journalièrement la visite d'individus à mine suspecte, notamment celle d'un tailleur du quartier Montmartre jouissant d'une détestable réputation et pour le compte duquel Duteau engageait des étoffes au mont-de-piété.

Le jeune homme qui a remis à M. S... la seconde lettre contenant la demande de 700 francs est activement recherché.

Deux ouvriers asphyxiés. — Deux employés de l'établissement des Petits-Ménages, nommés Martin et Brard, travaillaient hier matin dans des brancardements d'égoût qui traversent cette propriété; ils avaient une certaine quantité de détritus accumulés sous les regards; deux autres restés à l'orifice de l'égoût enlevaient, quand ils étaient pleins, les seaux dans lesquels Martin et Brard jetaient ce qu'ils retiraient.

Soudain, les deux ouvriers restés dehors d'égoût appelèrent au secours; ils s'efforcèrent de descendre pour sauver leurs camarades, mais surpris par des émanations pestilentielles, ils leur fallut promptement battre en retraite; le premier descendu tomba même presque asphyxié au fond de l'égoût, et ce n'est qu'à grand-peine que les deux ouvriers sont parvenus à le retirer.

On craignait un champ un service de sauvetage, mais quand, après avoir aéré l'égoût, on a pu parvenir jusqu'aux deux malheureux, ils avaient cessé de vivre.

De l'enquête à laquelle il a été immédiatement procédé, il paraîtrait que les deux ouvriers ont été asphyxiés par des émanations d'une fosse d'aisance que l'on vidait ce moment, à l'aide d'un pompe, dans un brancardement d'égoût correspondant avec celui dans lequel ces ouvriers travaillaient.

Vol à l'étalage. — Trois individus qui depuis un instant se trouvaient devant la boutique d'un négociant, rue du Cardinal-Lemoine, n° 11, profitant d'un moment où patron et employés étaient occupés avec des clients, ont fait main-basse sur la partie des marchandises placées à l'étalage et ont pris la fuite.

Poursuivis par plusieurs personnes, on est parvenu à les rejoindre près du pont Saint-Michel, mais ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'on a pu les arrêter. Conduits au commissariat de police du quartier Saint-Germain-l'Auxerrois, ils ont été fouillés et trouvés porteurs de différents objets provenant de vols, de pince-monsieur et de fausses clefs.

Ils ont déclaré se nommer Henri Berthollet, âgé de vingt ans, Jean Merchelet, dix-neuf ans et Edouard Fritz, quarante ans.

Habillons-nous les uns les autres. — La Maison du Pont-Neuf, 15, avenue de la République, 29 fr., des Complet à 25 fr., des Vestons à 5 fr., des Pantalons à 6 fr., des Costumes et Pardessus d'Enfants à 5 fr. La Maison Nesi Pas au coin du quai.

Précoces voleurs. — La cave d'un marchand de vin de la rue Marengo a été dévalisée, hier, par une bande de jeunes voleurs.

Ces précoces malfaiteurs eurent l'idée de s'en aller dans un terrain vague pour vider les bouteilles qu'ils venaient de dérober. Cela les perdit. Un d'eux, Emile A., âgé de onze ans, fut bientôt ivre-mort; à ce point qu'il fut en toute hâte le transporter à l'hôpital.

Aussi, ô il tomba sur le sol, comme foudroyé, et à la pharmacie où on le transporta immédiatement on ne put que constater son décès.

Suicide par empoisonnement. — Dans l'après-midi d'hier, un corbillon, nommé Desmettelet demeurant 49, rue Champlonnet, est entré chez un marchand de vins dont la boutique est située 204, faubourg Saint-Antoine.

Il s'est fait servir un verre de vin, puis, quand on lui eut mis devant lui, il y versa le contenu d'un flacon d'acide sulfurique et avala l'horrible mélange.

Aussi, ô il tomba sur le sol, comme foudroyé, et à la pharmacie où on le transporta immédiatement on ne put que constater son décès.

Un faux bureau de placement. — La dame Dionise était arrivée à Paris, il y a bientôt six mois. Venant, disait-elle, de la droite ligne de Panama, où elle avait laissé son mari, ingénieur attaché aux travaux du canal de Panama.

Mme Dionise, à son arrivée à Paris, était à peu près sans ressources, mais elle comptait de recourir à son intelligence pour se créer une situation.

A cet effet, elle ouvrit un bureau de placement et d'affaires rue de Sévres. Naturellement, les clients arrivèrent et déposèrent dans les mains de la dame des cautionnements variant de 200 à 500 francs.

Naturellement aussi, les places promises, les revenus fantastiques lui devaient appartenir les fonds déposés se firent attendre.

Pendant ce temps, la dame encaissait tout et si bien que lorsque le sac fut plein et que

les criaillements de ses dupes devinrent inquiétants, elle fit sa malle, y entassa tout l'argent de ses clients et disparut si complètement que les plus minutieuses recherches de la police n'ont pas réussi à découvrir ses traces.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 28 décembre

Au début de la séance, le Préfet de police invite le Conseil, en vertu de la loi de 1837, à délibérer de nouveau sur l'allocation des crédits proposés au projet de budget de la préfecture de police et dont l'ensemble a été rejeté dans la séance du jeudi 24 décembre.

La discussion est renvoyée à mercredi prochain.

M. Sauton présente son rapport sur l'état du budget de Paris et sur le nettoiement de la voirie parisienne. A ce sujet, il fait remarquer que nos nationaux sont parfaitement en état d'être employés à ces travaux; il demande, en conséquence, après avoir constaté que l'on emploie à ce service 981 étrangers sur 3,464 ouvriers ou ouvrières, qu'un dixième au plus du nombre total des places soit réservé aux étrangers.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Le Conseil adopte deux projets de délibération tendant à modifier le tarif des inhumations et celui des concessions perpétuelles dans les cimetières de Paris.

L'administration est invitée à faire inscrire au cimetière de l'Est les corps non réclamés dans les hôpitaux, les embryons pour lesquels les familles ne réclament pas une inhumation régulière.

M. Vigier dépose un projet de délibération tendant à l'ouverture d'un crédit de 12,000 fr. à l'effet de créer à la Faculté des lettres de Paris un cours d'histoire municipale.

A la fin de la séance, M. le préfet de la Seine informe le Conseil que par 457 voix sur 589 votants, l'Assemblée nationale vient d'élire le président de la République, M. Jules Grévy.

(Cris nombreux de « vive la République ! » et applaudissements de la majorité de l'Assemblée.)

M. Georges Berry, s'avancant au pied de la tribune, s'écrie : « Vive la France ! »

On répond à gauche : « Nous ne séparons pas la France de la République ! »

M. Georges Berry. Je mets la France avant tout !

La séance est levée à 7 h. 40.

Séance aujourd'hui mardi.

Questions financières

ET COMMERCIALES

LE TUNNEL DE LA MANCHE. — Nous disions, dans notre numéro du 27 décembre, que la question du tunnel sous la Manche reparait.

Une dépêche, reçue d'Angleterre, contient à ce sujet les renseignements suivants : La Compagnie du chemin de fer continental sous-marin vient de tenir sa séance annuelle à Londres sous la présidence de sir E. W. Walker, membre de la Chambre des communes. Le président a dit, dans un exposé, que les travaux, abandonnés depuis trois ans, sur l'ordre de M. Chamberlain, alors président du Board of trade, sont restés intacts et que sur tout le parcours sous-marin, long de 200 mètres, aucune infiltration ne s'est produite.

Sir E. W. Walker a dit en outre que l'Association des inspecteurs des ponts et chaussées d'Angleterre a adopté, dans sa dernière assemblée générale, une résolution en faveur de la reprise des travaux du tunnel sous-marin entre la France et l'Angleterre, œuvre qu'elle croit parfaitement réalisable.

Enfin, le président a déclaré que le conseil d'administration se propose de demander au gouvernement l'autorisation de reprendre et d'achever la construction du tunnel et l'établissement du chemin de fer.

La proposition du conseil d'administration a reçu l'approbation unanime de l'assemblée générale des actionnaires.

LES FINANCES DE L'ITALIE. — Le budget des recettes et des dépenses de l'Italie, dressé pour l'exercice 1886-1887 (1^{er} juillet 1886 au 30 juin 1887), présente ces chiffres qui dénotent la situation favorable des finances du royaume :

Recettes ordinaires.....	1.418.121.173 58
Dépenses ordinaires.....	1.326.476.635 56
Différence en plus.....	91.644.538 02
R. cett. extraordinaires.....	8.928.380 83
Dépenses extraordinaires.....	96.689.088 35
Différence en moins.....	87.760.707 52

En somme, les recettes présentent un excédent de 3,883,880 fr. 50 sur les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires.

LES AFFAIRES DU CONGO. — Le gouvernement de l'Etat du Congo a conclu avec un

syndicat une convention pour la construction d'un chemin de fer reliant le Bas-Congo au Haut Congo.

La Société formée dans ce but élèverait son capital à 2 millions de livres sterling. Elle serait placée sous le patronage du gouvernement du Congo et deviendrait chemin de fer de l'Etat avec une autorisation royale. La souscription serait ouverte dans chacune des capitales des quatorze puissances qui ont pris part à la Conférence de Berlin.

Le siège de l'administration serait à Londres.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Le plus grand assortiment de *Litres d'ébénisterie* se trouve à la *Librairie Nouvelle*, boulevard des Itinéraires, 15, et à ses succursales, rue des Saints-Pères, 22, et rue de la Boétie, 3.

GAZETTE THÉÂTRALE

Les Nouveautés de Paris

Berlitz et montée dans le court délai de vingt jours, la revue que les Nouveautés nous ont donnée hier, sous le titre de *Les Nouveautés de Paris*, marquera, dans les annales du théâtre, un véritable tour de force que bien peu de théâtres à Paris seraient en mesure de réaliser. Cela tient à ce que les auteurs ont trouvé dans ce théâtre, M. Brasseur, non seulement des artistes de mérite, pour créer leurs rôles, mais encore d'actifs collaborateurs dans les personnes de MM. Brasseur et Berthier et de Mme Juliette Lévy, qui ont dirigé les répétitions et poussé les études de la revue avec une rare énergie.

Il n'y a vraiment que chez Brasseur que l'on sache ainsi brasser la besogne.

Il y avait longtemps qu'on n'avait vu, réunis sur l'affiche, ces trois noms si sympathiques au public : Wolff, Blum et Taché, trois journalistes qui semblent avoir pris à tâche de venger la corporation des journalistes, par leur œuvre, et de leur donner, chaque fois que l'occasion s'en présente, que les journalistes ont du bon.

Hier encore, ils ont réussi à faire rire et bien rire leur public, et je vous avoue que ce n'est pas chose facile que de faire rire et divertir un public aussi exigeant et bon.

Je ne puis entrer ici dans le détail des scènes de la revue, ni même seulement vous signaler celles qui ont le plus réussi; il me faudrait les citer toutes; mais je dois une mention toute spéciale au triomphe de Berthier au deuxième acte dans la chanson du *Cardonnet*, puis dans un rondouillet d'une facture des plus artistiques, véritable petit chef-d'œuvre d'expression et de sentiment que l'excellent artiste a détaillé avec un cœur, une justesse et une force d'accent extraordinaires.

Le public ne se lassait pas d'applaudir cette revendication des joies de la morale et du goût, ce rappel aux convenances, et, lorsqu'à l'acte suivant, Berthier est entré en scène, une nouvelle ovation l'a accueilli, tant le public était encore sous le coup de l'impression produite par lui au tableau précédent.

Si la place ne nous était pas mesurée, nous n'hésiterions pas à mettre sous les yeux de nos lecteurs le rondouillet si admirablement chanté par Berthier; mais nous pensons que ce ne sera pas trop parler des *Nouveautés de Paris* que d'y revenir encore demain. D'ailleurs, la plupart des spectateurs d'hier pensaient que ce ne serait pas trop leur voir que de les voir deux fois.

Soirée de musique samedi chez Mlle Lévy. Six de leurs meilleurs élèves ont fait entendre les *Etudes élégantes* de Théodore Lack, l'auteur, assez gravement malade, n'ayant pu assister à l'audition, la présidence a été offerte au marquis d'Aoust, ce gentilhomme si parfait musicien.

Mlle Juliette Lévy a exécuté avec son beau talent une Gavotte de Bach, la barcarolle de Rubenstein et Ondine de Shuloff. Mme Sanderson-Lemaître et M. Bouvet ont partagé son succès.

G. DORVILLE.

Pour les capitalistes d'épargne. — Le 2 janvier paraîtra chez Leroy, 26, bd Italiens, une étude sur les meilleurs placements du jour, le 3/0/0 et le Suez.

CHARBONNEL
CONFISEUR
Fantaisies pour Étrennes
Bonbon 1886 : SAPHO
Expéditions province et étranger
34, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

CARTES DE VISITE
Ivoire transparent, très soignées, 3 fr. le cent, expédition franco par retour du courrier, contre mandat-poste.
E. MAITRE, 4, faub. Poissonnière, Paris.

PLANTES POUR ÉTRENNES
SAISON-LIERVAL
HORTICULTEUR
5, Rue de Rouvray (parc de Neuilly, Seine).

UNE MINUTE
Pour préparer une tasse de chocolat exquis avec le
Chocolat Instantané
ROUSSEAU
Garanti pur cacao et sucre
SE VEND PARTOUT. — 200 g. 2 fr. — 500 g. 4 fr. — 1 kg. 8 fr.
Dépôts spéciaux : Bousquet, galerie Vivienne; Bousquet, 800, r. St-Honoré; JAMA, b. St-Michel, 30.

PREMIER ACTE
Jupon de satin broché d'or, orné sur le devant d'une dentelle point de Venise, haussée d'or et de perles; robe de velours de Gènes, jaune frappé d'or; gorgerette et fraise en point de Venise; ceinture haute en satin or; manches à crevés et rubans formant grande rasette au coude. Coiffure du temps faite avec les cheveux de Sarah légèrement boudés et coiffés en bouclettes.

DEUXIÈME ACTE
Jupon de damas motif gris-fer, garnie d'une fine guipure d'acier; robe de gros de

cheux s'installa à la Gérardière.

Perrier trouva bon le choix de son genre; il ne cessait de regarder cette Anna, et ne s'appartenait plus.

— Tu me rends fou, lui disait-il.

Il l'adora, promada pour elle et cosmétique ses soixante-quatre ans, lui fit des cadeaux, était aux petits soins. Quant à des voyages à l'hôpital, qu'un autre les fasse! Après tout, si les gars étaient en péril, il n'y a pas si loin de Bellegard à Mayenne, on irait. Pour l'instant il était bien traité, bien nourri. Alors, bonne chance!

Mais le vieux homme n'avait pas seulement cette cruauté d'abandonner de gailé de cœur Constant en son isolement; d'accord avec Gambert, et par crainte que les princes ne lui suscitassent des ennuis, il avait fait l'impossible pour qu'on ne soupçonnât pas dans le pays l'aventure du gars. Lorsque, en dépit de ses cachotteries, la chose s'ébruita, (le père Chancel l'avait interrogé là-dessus).

— « Oui, confessa-t-il, j'est bessus; nous avons eu grand-peur, sa sœur et moi, mais ce n'est pas si grave que nous l'avions craint. Je l'ai vu. Il avait un brin de fièvre. »

— « Et la blessure, qu'est-ce que c'est? »

— « Oh! ce n'est pas grave, ce n'est pas grave... Le père Chancel ne tira de lui rien de plus précis, ni personnel. »

Cependant, l'accident fut conté à Daguin, et Daguin parla aussitôt, reconforta Constant, puis la mère Lefebvre le voulut voir.

— Non, pas vous, mère Lefebvre.

— Pas moi! pourquoi ça? C'est donc lui qui ne veut pas de moi? Il vous l'a dit?

Daguin recommandait pour la vingtième fois son explication : Constant était encore très faible, de grands ménagements lui étaient nécessaires, les femmes ne savent pas tenir leur langue, elles vont, elles vont, parlant à tort et à travers.

— Vous ne serez pas bien contente,

Tours gris-argent, garnie de guipure; gorgerin et fraise assortis; capuchon de velours héliotrope, noué négligemment par les pointes; petit camail pareil, doublé de satin feuille-de-rose.

TROISIÈME ACTE DIT DES COMÉDIENS

En Chimène : Corsage de panne mousseline, brodé de fleurs de couleur et s'ouvrant sur une chemisette plissée de linon. Jupon long de gros de Tours, couleur marbré, serrée sur les hanches par une écharpe de cachemire vert brodée d'or et relevée par une chaîne artistique du temps. Grand chapeau frondeur en feutre gris, ornée d'une longue plume vert mousse et d'une plume rose; petit manteau de velours grenat doublé de sole paille, jeté sur le bras.

QUATRIÈME ACTE

Un vrai Van Dyck : Jupon de satin noir à tablier brodé de jais, de chenille noire et de diamants. Corsage à ceinture, éblouissant de pierres; fraise, gorgerin et manches garnis de vieux points d'une finesse incomparable; à la ceinture, un noué négligé de satin noir d'où pendent des aiguillettes terminées par des solitaires splendides.

CINQUIÈME ACTE

Jupon de satin blanc, broché d'argent — robe de panne blanche garnie d'une légère passementerie d'argent, qui est répétée dans la dentelle du gorgerin et de la fraise. Toujours la même coiffure.

Jamais Sarah n'a été plus à son avantage : une vision de grande dame du temps.

Nous apprenons la mort d'un artiste qui, après une assez longue carrière, à province, avait débuté à l'Opéra-Comique. M. Stéphane s'est éteint hier matin, à la suite d'une longue et douloureuse maladie qui dans ces derniers temps, avait nécessité une grave opération, dont les résultats n'avaient malheureusement laissé que peu d'espoir.

On nous affirme que Mme Judic va revenir en France, avant la fin du mois de janvier 1886, et jouera, dès février, aux Variétés, la *Grande Duchesse* et *Barbe bleue*, M. Maurice Grau, son directeur en Amérique, consent à résilier l'engagement qui liait la diva à lui jusqu'à la fin du mois de mars, les frais de la tournée étant trop considérables.

Nous avions donné cette nouvelle dès le départ de Mme Judic, car nous savions déjà qu'une création importante lui était réservée pour cette année, le théâtre des Variétés; donc, rien que de très naturel.

Soirée de musique samedi chez Mlle Lévy. Six de leurs meilleurs élèves ont fait entendre les *Etudes élégantes* de Théodore Lack, l'auteur, assez gravement malade, n'ayant pu assister à l'audition, la présidence a été offerte au marquis d'Aoust, ce gentilhomme si parfait musicien.

Mlle Juliette Lévy a exécuté avec son beau talent une Gavotte de Bach, la barcarolle de Rubenstein et Ondine de Shuloff. Mme Sanderson-Lemaître et M. Bouvet ont partagé son succès.

G. DORVILLE.

Pour les capitalistes d'épargne. — Le 2 janvier paraîtra chez Leroy, 26, bd Italiens, une étude sur les meilleurs placements du jour, le 3/0/0 et le Suez.

CHARBONNEL
CONFISEUR
Fantaisies pour Étrennes
Bonbon 1886 : SAPHO
Expéditions province et étranger
34, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

CARTES DE VISITE
Ivoire transparent, très soignées, 3 fr. le cent, expédition franco par retour du courrier, contre mandat-poste.
E. MAITRE, 4, faub. Poissonnière, Paris.

PLANTES POUR ÉTRENNES
SAISON-LIERVAL
HORTICULTEUR
5, Rue de Rouvray (parc de Neuilly, Seine).

UNE MINUTE
Pour préparer une tasse de chocolat exquis avec le
Chocolat Instantané
ROUSSEAU
Garanti pur cacao et sucre
SE VEND PARTOUT. — 200 g. 2 fr. — 500 g. 4 fr. — 1 kg. 8 fr.
Dépôts spéciaux : Bousquet, galerie Vivienne; Bousquet, 800, r. St-Honoré; JAMA, b. St-Michel, 30.

PREMIER ACTE
Jupon de satin broché d'or, orné sur le devant d'une dentelle point de Venise, haussée d'or et de perles; robe de velours de Gènes, jaune frappé d'or; gorgerette et fraise en point de Venise; ceinture haute en satin or; manches à crevés et rubans formant grande rasette au coude. Coiffure du temps faite avec les cheveux de Sarah légèrement boudés et coiffés en bouclettes.

DEUXIÈME ACTE
Jupon de damas motif gris-fer, garnie d'une fine guipure d'acier; robe de gros de

mère Lefebvre, si vous le faites plus malade!

Mais elle jura ses grands dieux qu'elle ne dirait rien — rien du tout, la! Et le père Daguin dut la laisser aller.

Elle revint furieuse, avec des idées de mettre le feu aux quatre coins de la Gérardière, d'y brûler vifs ce Perrier et cette Victoire, qui n'ont pas plus de cœur que des chiens, qui sont la cause que ce mignon est mutilé comme cela, et qui s'en moquent. — « Mais vous n'avez rien dit? » — « Oh! pas ça. D'ailleurs la religieuse me l'avait défendu aussi, et elle est restée avec moi tout le temps. » Puis, jusqu'au soir, ce furent des emportements, des rages.

Elle en fut bientôt à s'admirer de pouvoir ne pas bavarder, lorsqu'elle était auprès de son Constant, dans cet hospice si triste. Elle le disait :

— « Oui, je m'admire, parce qu'il n'y a pas de saint du paradis qui garderait son sang-froid devant ça qui se passe. »

Et après chacune de ses visites, c'étaient avec Daguin des rappels, point par point, de ce que Constant avait demandé, de ce qu'elle avait répondu; des récits que son étonnement des réserves observées continuait par des explosions :

— « Et le lui ai pas dit que cet imbécile d'artilleur, qui est son père, fait le pantin avec sa gueuse de bonne; je ne lui ai pas dit qu'il se sent encore gobeleté, huit à table, dimanche; je ne lui ai pas dit que l'argent de la maison sert à souler Jean Pieu; oui, Jean Pieu, qui, sortant de là, est tombé le nez sur la route, et qui n'en a été relevé qu'à dix heures par Touchard — qui menait une voiture de bois! »

Daguin approuvait sa ménagerie. Aussi soyons tranquille, reprénaît-elle. Pas un mot de trop, il ne l'entendra de moi.

Et tous les deux, et encore ce Boitlin Bazile, qui, régulièrement, par celui-ci, par celui-là, lui faisait dire : Nous ne foudroyons pas, ils lui demeurent fidèles, jusqu'à sa guérison.

— Vous ne serez pas bien contente,

ÉTRENNES
ALBUMS POUR PHOTOGRAPHIES
EN TOUS GENRES
Assortiment magasin et sur commande
G. JEENER, fabricant, 76, faub. St-Martin.

La magnifique édition des *Œuvres complètes* d'ALFRED DE MUSSET, illustrée par Bida, et augmentée de la biographie d'Alfred de Musset par Paul de Musset, est livrée immédiatement et complète à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, pour la somme de 88 francs, payable 5 francs par mois.

Elle se compose de 41 volumes in-8° cavalier ornés de 2 portraits, 28 dessins de Bida et 1 dessin d'Émile Bayard, gravés par Juri.

ÉTRENNES 1886

La Librairie Abel Pilon (A. Le Vasseur, successeur), 33, rue de Pleurs, prévient ses clients qu'elle tient à leur disposition, avec ses facilités habituelles de paiement (5 francs par mois), les publications des principaux éditeurs de Paris : <

